

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1407^e

SÉANCE

Lundi 15 novembre 1971,
à 11 heures

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement : rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (*suite*) [A/8399, A/8403, chap. VIII, sect. A, B, C et D; E/4954, E/5043/Rev.1] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (A/C.2/L.1154/Rev.4, A/C.2/L.1162/Rev.1, A/C.2/L.1164/Rev.1);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies

Explications de vote (A/C.2/L.1146/Rev.2)

1. M. BRADLEY (Argentine), expliquant le vote de sa délégation à la séance précédente, rappelle qu'il a déjà eu l'occasion d'exposer longuement la position de l'Argentine en la matière, à savoir que le nombre de sièges attribués à l'Amérique latine dans ce texte n'est pas conforme au principe de l'équité. M. Bradley tient à dire l'amertume que ressent sa délégation à voir une région comme l'Amérique latine, qui s'est signalée dans la lutte contre le colonialisme et le sous-développement, reléguée maintenant au deuxième plan, tant au sein du Groupe des 77 pays qu'aux Nations Unies. Plus grave encore est le fait que cela peut être interprété comme un éclatement du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

2. M. AL-SAMMAN (République arabe syrienne) explique que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution parce qu'elle estime qu'il faut élargir la composition du Conseil d'administration du PNUD afin de permettre aux nouveaux Etats Membres de l'ONU d'être représentés au Conseil, qu'il importe d'établir une représentation équitable tant des pays donateurs que des pays bénéficiaires et qu'il faut continuer à assurer l'efficacité du Conseil d'administration. Le texte en question avait l'avantage de répondre à ces trois considérations et représentait en outre un compromis acceptable entre les nombreux points de vue qui avaient été exposés. La délégation syrienne a voté pour l'amendement A/C.2/L.1178, estimant qu'il faudrait appliquer au PNUD le principe de l'universalité pour ouvrir la porte à des pays qui pourraient l'enrichir en lui apportant la somme de leurs connaissances, de leur expérience et de leur capacité financière.

3. M. MORENO (Cuba), rappelant que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution dans son ensemble, explique que si elle s'est abstenue lors du vote sur le début du paragraphe 1 du dispositif — pour lequel elle avait demandé un vote séparé — ce n'est pas parce qu'elle n'approuvait pas le nombre de membres fixé pour le Conseil d'administration, mais parce que le libellé contenait les mots "parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies" et allait ainsi à l'encontre de l'amendement A/C.2/L.1178 qui prévoyait l'universalité du PNUD.

4. M. MOLINA DUARTE (Venezuela) déclare que, si sa délégation approuve le principe de l'élargissement de la composition du Conseil d'administration du PNUD, elle a néanmoins voté contre les alinéas a et b du paragraphe 1, la répartition des sièges ne lui paraissant pas équitable, surtout entre pays en voie de développement. Faisant observer qu'il importe au plus haut point que chaque décision du Conseil d'administration soit prise par un consensus de tous les groupes, la délégation vénézuélienne ne peut que déplorer que la décision prise par la Deuxième Commission en la matière n'ait pas été le fruit d'un dialogue constructif.

5. En ce qui concerne l'alinéa 1, c, la délégation vénézuélienne tient à préciser qu'elle ne s'oppose pas au principe de la représentation sous-régionale en soi; elle estime cependant que la résolution aurait dû fixer des critères précis pour cette représentation sous-régionale; en effet, la notion peut se fonder sur des bases très diverses, allant de considérations géographiques et ethniques à des considérations d'ordre commercial ou politique.

6. Pour ce qui a trait à l'amendement A/C.2/L.1178, la délégation vénézuélienne s'est abstenue lors du vote, étant d'avis qu'il ne convient pas d'appliquer dans un organe des Nations Unies un principe qui n'est pas accepté par les autres organes.

7. M. Molina Duarte fait appel aux membres de la Deuxième Commission pour que chaque projet de résolution fasse l'objet à l'avenir de négociations intensives et ne soit mis aux voix qu'après mûre réflexion.

8. M. PARÍS (Costa Rica) déclare que sa délégation a voté contre le projet de résolution parce qu'elle a estimé que la répartition des sièges n'y était pas équitable, surtout pour les pays latino-américains. L'Amérique latine semble être traitée en minorité indésirable à laquelle les décisions peuvent être imposées du fait qu'elle ne dispose pas d'un nombre suffisant de votes. M. París exprime néanmoins l'espoir qu'une telle situation ne se reproduira plus et que les pays latino-américains continueront à être considérés comme membres du tiers monde.

9. M. GOBBA (Egypte) explique que, si sa délégation a voté contre l'amendement du Canada (A/C.2/L.1179), ce n'est pas parce qu'elle ne partage pas le souci d'efficacité qui anime la délégation canadienne, mais plutôt parce qu'elle n'a pas saisi nettement de quel genre de mécanisme il était question. Certes, un moyen d'augmenter l'efficacité du Conseil d'administration est de constituer des groupes de travail, et le Conseil a déjà pris une initiative dans ce sens en 1970; mais il lui appartient de prendre lui-même les décisions qui conviennent en la matière et l'Assemblée n'a nul besoin d'adopter une résolution à cet effet.

10. M. DO RIO-BRANCO (Brésil) déclare que, tout en approuvant le principe de l'élargissement de la composition du Conseil d'administration pour les raisons exposées dans le préambule de la résolution, sa délégation a néanmoins voté contre le dispositif, estimant que la répartition des sièges y avait été établie d'une manière arbitraire. Cela étant, elle s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble de la résolution. M. do Rio-Branco insiste sur la nécessité de veiller à ce que cette répartition ne soit jamais invoquée comme précédent dans les décisions futures intéressant la répartition des sièges dans les organismes des Nations Unies.

11. M. FIGUEROA (Chili) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble de la résolution, la répartition des sièges étant, pour elle, inacceptable. Toutefois, il convient de ne pas considérer ce vote comme une objection quelconque au principe de l'élargissement de la composition du Conseil d'administration, que la délégation chilienne estime nécessaire en soi. Si elle a voté en faveur de l'amendement A/C.2/L.1178, c'est parce qu'elle approuve le principe de l'universalité.

12. M. KHANACHET (Koweït) tient à préciser que si sa délégation a voté en faveur du projet de résolution dans son ensemble il ne faut pas interpréter ce vote comme indiquant une satisfaction quelconque quant à la répartition des sièges. Bien au contraire, la délégation koweïtienne s'est efforcée tout au long des négociations qui ont précédé le vote de faire comprendre aux auteurs du projet de résolution la nécessité d'assurer une représentation plus équitable et plus réaliste.

13. En tant que membre du groupe asiatique et du Groupe des Soixante-Dix-Sept, la délégation koweïtienne tient à dire que le nombre de sièges attribués à l'Asie n'est pas proportionnel au nombre des pays asiatiques, au rôle qu'ils jouent dans le monde et aux problèmes de développement qui se posent dans ce continent, le plus peuplé du monde. De même, elle estime que les pays en voie de développement, dans leur ensemble, auraient dû bénéficier d'un nombre de sièges plus élevé que celui que leur attribue la résolution. Toutefois, les choses étant ce qu'elles sont et les pays développés ayant obtenu une représentation massive sur la base de leur contribution au PNUD, la délégation koweïtienne exprime l'espoir que ces derniers apporteront au PNUD une contribution plus importante et plus efficace encore que dans le passé, et qui soit mieux appropriée aux besoins des pays en voie de développement; il faudrait que ces pays mettent fin aux excuses injustifiées qu'ils font valoir pour ne pas accorder au PNUD et aux autres programmes d'assistance technique le minimum que les pays en voie de développement sont en droit d'attendre

d'eux. Le développement est en effet un processus un et indivisible; il exige de tous qu'ils conjuguent leurs efforts; la participation des pays développés n'est pas une justice mais un devoir; pour les pays en voie de développement, elle ne doit pas être une aumône mais un droit.

14. Le PRÉSIDENT informe la Commission qu'elle est saisie du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.4, tel qu'il a été oralement révisé par le représentant du Brésil le 12 novembre, d'un amendement du Royaume-Uni (A/C.2/L.1162/Rev.1) et d'un amendement des Pays-Bas (A/C.2/L.1164/Rev.1).

15. M. HEMANS (Royaume-Uni) sait gré aux auteurs du projet de résolution d'avoir tenu compte de nombreux amendements, tant dans la quatrième révision du texte que dans la révision orale de ce texte indiquée par le représentant du Brésil.

16. Bien que le texte révisé du projet de résolution (A/C.2/L.1154/Rev.4) marque une grande amélioration par rapport au projet de résolution initial, la délégation du Royaume-Uni souhaiterait néanmoins que quelques modifications y soient encore apportées. A cette fin, elle propose plusieurs amendements qui sont contenus dans le document A/C.2/L.1162/Rev.1.

17. En ce qui concerne l'amendement que la délégation britannique propose d'apporter au septième alinéa du préambule en vue de souligner le fait que le Programme des Nations Unies pour le développement est la principale source de fonds pour l'assistance technique, M. Hemans exprime l'espoir que les auteurs du projet de résolution n'auront aucune difficulté à l'accepter, car c'est là un fait indéniable qui mérite d'être reflété dans le projet de résolution.

18. M. Hemans remercie les auteurs du projet de résolution d'avoir accepté en partie le deuxième amendement britannique – qui, en fait, se rapportait au projet de résolution révisé A/C.2/L.1154/Rev.3 – touchant le onzième alinéa du préambule du projet; toutefois, il fait observer qu'il est peu logique de le faire sans supprimer les neuvième et dixième alinéas qu'il avait précisément pour objet de remplacer. En effet, selon le texte actuel, le neuvième alinéa insiste sur l'importance du développement industriel et le dixième alinéa sur l'importance de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat et des industries extractives, alors que le onzième alinéa souligne l'importance que l'Assemblée générale attache à ce que les pays en voie de développement fixent eux-mêmes l'ordre de priorité qu'ils veulent voir accorder à chacun des secteurs de leur économie.

19. Le troisième amendement proposé s'inspire des mêmes considérations.

20. En ce qui concerne le cinquième amendement, M. Hemans note que les auteurs en ont tenu compte dans le libellé actuel du projet de résolution où le paragraphe 10 est devenu le paragraphe 9; il fait toutefois observer que le libellé du nouveau paragraphe 9 a un sens assez différent du libellé de l'ancien paragraphe 10. En outre, il est peu logique de dire qu'un accroissement des contributions

permettra d'augmenter sensiblement les ressources, à moins que les auteurs du projet de résolution n'aient voulu traduire leur crainte que les fonds supplémentaires qui seront versés au PNUD ne soient utilisés pour couvrir une augmentation des dépenses d'administration. En conséquence, M. Hemans demande aux auteurs de reprendre le libellé original de l'ancien paragraphe, compte tenu de l'amendement britannique pertinent.

21. En ce qui concerne le quatrième amendement britannique, M. Hemans déclare que le point de vue de sa délégation sur cette question est bien connu. Pour ce qui a trait aux dispositions prévues au paragraphe 6, *a*, elles posent certaines difficultés à la délégation britannique; quant aux dispositions énoncées dans la partie *b* du même paragraphe, M. Hemans fait observer que le Directeur du Programme dispose déjà des pouvoirs nécessaires pour tenir compte des intérêts des pays en voie de développement les moins avancés et que, en adressant cette demande au Conseil d'administration, l'Assemblée générale sape l'autorité du Directeur du Programme.

22. M. RUTTEN (Pays-Bas) remercie les auteurs de s'être efforcés de tenir compte des amendements proposés et d'avoir ainsi considérablement amélioré le texte de ce projet. Néanmoins, la délégation néerlandaise maintient les deux amendements qu'elle propose dans le document A/C.2/L.1164/Rev.1. En ce qui concerne le premier, M. Rutten tient à bien préciser que, conformément au consensus figurant en annexe à la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale, il importe de maintenir un équilibre entre le principe de la décentralisation et celui de la coordination. La décentralisation est certes un élément extrêmement important du consensus et il est souhaitable que les bureaux régionaux soient renforcés; cette tendance peut cependant être dangereuse si on n'appelle pas également l'attention sur la coordination, les bureaux régionaux risquant de devenir des organismes autonomes et de créer ainsi une confusion préjudiciable aux activités du PNUD et, par conséquent, aux pays en voie de développement. La Commission resterait fidèle au consensus si elle adoptait l'amendement tendant à maintenir un équilibre entre le principe de la décentralisation et celui de la coordination.

23. A propos du deuxième amendement des Pays-Bas, tendant à supprimer le paragraphe 5 du dispositif, M. Rutten note que, quant au fond, ce paragraphe ne lui pose aucune difficulté; il estime cependant que le PNUD a besoin d'une période de consolidation et de tranquillité avant de prendre de nouvelles décisions. La délégation néerlandaise ne s'oppose certainement pas au maintien de procédures souples; si elle demande la suppression de ce paragraphe, c'est qu'il pourrait donner lieu à quelque incertitude et à une certaine confusion, qui nuiraient à l'épanouissement du PNUD et seraient défavorables aux intérêts des pays en voie de développement.

24. Afin de ne pas retarder les travaux de la Deuxième Commission, la délégation néerlandaise serait disposée à envisager la possibilité de retirer son deuxième amendement si les auteurs du projet de résolution lui donnaient des explications satisfaisantes sur le sens qu'ils ont voulu donner au paragraphe 5.

25. M. NEPALI (Népal) estime essentiel que le PNUD puisse répondre aux besoins croissants des pays en voie de développement et juge indispensable d'améliorer le système des Nations Unies pour l'assistance au développement de façon qu'il favorise l'essor des secteurs clefs de l'économie.

26. Pour tous les pays en voie de développement, et plus particulièrement pour les moins avancés d'entre eux, les projets sous-régionaux, régionaux et interrégionaux sont aussi importants que les projets mondiaux. Les premiers améliorent le rythme du développement et les derniers l'accélèrent encore grâce aux transferts et à la création de techniques. Il ne faut pas négliger l'importance de la coopération bilatérale mais seule l'aide multilatérale peut avoir des effets positifs sur l'économie des pays défavorisés, leur permettant de développer leur économie selon leurs besoins respectifs dans l'industrie, le tourisme, l'agriculture, l'artisanat, les mines, l'élevage, etc. Compte tenu de ces considérations, le projet de résolution sur la capacité du système des Nations Unies pour le développement est très important, d'autant plus qu'il intègre presque tous les éléments pouvant accélérer le rythme du progrès économique des pays en voie de développement. La délégation népalaise appuiera donc le projet de résolution.

27. M. Nepali ajoute toutefois que le projet sous sa forme révisée a négligé de mentionner la nécessité de favoriser le tourisme, dont on ne saurait nier l'importance pour le progrès économique global et pour celui des pays en voie de développement eux-mêmes. Dans ces conditions, il demande aux auteurs d'ajouter, après les mots "de l'artisanat" les mots "du tourisme", au dixième alinéa du préambule et au paragraphe 4 du dispositif.

28. M. GOBBA (Egypte) présente un amendement oral tendant à ajouter au dispositif, en tant que paragraphe 2, un nouveau paragraphe dont le libellé serait le suivant :

"Prie le Conseil d'administration du PNUD d'étudier, lorsqu'il réexaminera à sa quatorzième session les critères applicables aux chiffres indicatifs de planification, les moyens de corriger les inégalités tenant à des circonstances historiques ainsi que celles dont souffrent certains pays, en raison de leur situation particulière, dont les chiffres indicatifs de planification sont déjà fixés pour des projets en cours".

29. M. Gobba fait ensuite observer que cet amendement est en harmonie avec le point *h* de la deuxième décision figurant au paragraphe 71 du rapport du Conseil d'administration du PNUD sur sa onzième session et avec le paragraphe 84 du rapport du même organe sur sa douzième session.

30. Le PRÉSIDENT note que le représentant de l'Egypte n'a pas respecté le délai fixé lors de l'avant-dernière séance pour la présentation des amendements.

31. M. GOBBA (Egypte) souhaite seulement présenter cet amendement à l'examen des auteurs du projet de résolution et leur serait reconnaissant d'envisager son adoption, mais il tient à ne créer aucune difficulté à la Commission.

32. M. BRITO (Brésil) remercie les délégations philippine et barbadienne d'avoir retiré leurs amendements respectifs.

33. Le représentant du Brésil fait ensuite observer que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1154/Rev.4 ont ajouté au préambule un nouvel onzième alinéa, conforme au texte de l'amendement proposé par le Royaume-Uni, parce qu'ils ont estimé que le concept contenu dans ce texte était important; ils n'ont toutefois pas jugé utile de supprimer pour autant les paragraphes 9 et 10, qui lui sont complémentaires.

34. M. Brito, qui a déjà indiqué les raisons pour lesquelles les auteurs du projet de résolution ne pouvaient accepter d'insérer au septième alinéa du préambule, après les mots "système des Nations Unies pour le développement", les mots "au sein duquel le Programme des Nations Unies pour le développement est la principale source de fonds pour l'assistance technique", reconnaît que le PNUD est en fait la principale source de fonds pour l'assistance technique, mais, de même que les autres auteurs du projet de résolution, il n'approuve pas un tel système. Tel qu'il est rédigé, le texte de l'alinéa 7 est intéressant, puisqu'il souligne la nécessité de porter au maximum la capacité du système des Nations Unies pour le développement en utilisant tous ses éléments de la façon la plus efficace et la plus rationnelle possible. L'amendement britannique ajouterait un concept philosophique que les pays en voie de développement ne sont pas prêts à accepter.

35. Pour ce qui est du troisième amendement du Royaume-Uni, les auteurs du projet de résolution pensent que le membre de phrase dont le Royaume-Uni propose la suppression mérite d'être retenu, car il énumère tous les domaines auxquels s'appliquent la science et la technique.

36. Pour ce qui est de l'observation formulée par le représentant du Royaume-Uni à propos du paragraphe 9 du dispositif, M. Brito fait observer qu'un accroissement des contributions versées au PNUD bénéficiera à tous les secteurs des pays en voie de développement les moins avancés et que, de plus, ce paragraphe ainsi modifié reflète un des aspects du consensus.

37. En ce qui concerne les amendements présentés par la délégation néerlandaise, M. Brito juge inutile d'insérer après les mots "Directeur du PNUD" l'expression "ainsi qu'au rôle de coordination du Directeur". En effet, si les auteurs du projet de résolution se sont référés aux bureaux régionaux, c'est qu'ils font partie de la nouvelle structure du PNUD et qu'ils tiennent à souligner leur importance; le paragraphe 2 du dispositif est donc approprié et ne marque pas un déséquilibre entre l'importance donnée aux bureaux régionaux et au rôle de coordination du Directeur. Si le paragraphe 2 du dispositif était libellé différemment, les auteurs du projet de résolution sembleraient favoriser une politique de centralisation, ce à quoi ils se refusent.

38. Pour ce qui est de la proposition de la délégation néerlandaise tendant à supprimer le paragraphe 5 du dispositif, les auteurs du projet de résolution tiennent à ce que le statut unique du Programme soit un élément souple, susceptible d'évoluer. M. Brito est heureux de constater à cet égard que le représentant des Pays-Bas n'est pas opposé à ce paragraphe quant au fond.

39. En ce qui concerne la suppression du paragraphe 6 du dispositif proposé par le Royaume-Uni, les auteurs du

projet de résolution l'ont jugée inopportune car ils considèrent comme indispensable d'élaborer des programmes multinationaux pour répondre aux demandes des pays en voie de développement. C'est dans ce sens que devrait être compris l'alinéa *a* du paragraphe 6. Dans l'esprit des auteurs du projet de résolution, l'alinéa *b* du paragraphe 6 favorise l'application des dispositions du consensus de juin et des décisions prises en janvier par le Conseil d'administration à propos de l'exemption du paiement des dépenses locales pour les pays en voie de développement les moins avancés et va dans le sens des opinions exprimées par les membres de la Deuxième Commission, notamment par les pays en voie de développement qui ont suggéré que les pays en voie de développement les moins avancés soient dispensés du versement d'une contribution de contrepartie.

40. En ce qui concerne l'amendement proposé par le représentant du Népal tendant à inclure l'expression "du tourisme" à l'alinéa 10 du préambule et au paragraphe 4 du dispositif, il ne pose aucune difficulté aux auteurs, qui sont disposés à l'accepter.

41. Pour ce qui est de l'amendement proposé par l'Égypte, les auteurs du projet de résolution sont, à première vue, disposés à l'accepter, car le concept qu'il contient est déjà inclus dans le préambule du projet de résolution considéré.

42. A la suite des délibérations qui ont eu lieu à la Deuxième Commission, les auteurs du projet de résolution ont apporté certaines modifications au texte du projet de résolution considéré. Au dixième alinéa du préambule, ils ont ajouté, après les mots "des industries extractives", l'expression "et des ressources naturelles en général". Ils ont modifié dans le même sens la fin du paragraphe 4 du dispositif.

43. Les auteurs du projet de résolution ont également décidé d'ajouter à l'alinéa *a* du paragraphe 6 du dispositif, après le terme "exécuter", l'expression "en collaboration avec le Comité des ressources naturelles".

44. M. Brito exprime en conclusion l'espoir que la Commission pourra adopter à l'unanimité le projet de résolution considéré.

45. M. HILLEL (Israël) estime que le projet de résolution à l'examen comporte de très importants éléments susceptibles d'améliorer les activités opérationnelles du PNUD. Il est également d'avis que les pays en voie de développement devraient assumer la responsabilité de fixer leurs priorités dans le cadre de la programmation par pays; c'est pourquoi il accueille avec satisfaction l'inclusion du nouvel onzième alinéa au préambule. M. Hillel appuie également le paragraphe 3 du dispositif compte tenu de la grande importance qu'il attache aux projets mondiaux, interrégionaux et régionaux. A cet égard, il espère que le Conseil d'administration du PNUD mettra au point, à sa quatorzième session, de nouvelles procédures afin d'élargir la portée de ses activités dans ce secteur. Il est également d'avis que les questions intéressant surtout les pays les moins avancés devraient particulièrement retenir l'attention. En ce qui concerne le paragraphe 4 du dispositif, M. Hillel souligne la nécessité d'une coopération dans le cadre de l'exécution des

projets mondiaux et interrégionaux et ajoute qu'Israël est, pour sa part, entièrement disposé à coopérer. Il partage pleinement l'idée que le PNUD devrait être l'un des principaux agents du transfert de la science et de la technique aux pays en voie de développement. Israël est prêt à partager son expérience de la science appliquée au développement, par exemple à celui de l'agriculture dans les régions arides. Quant au paragraphe 7 du dispositif, le représentant d'Israël estime que la meilleure manière d'améliorer les activités du PNUD est d'intensifier la coordination entre les organisations chargées de l'exécution. Le rôle que doit jouer à cet égard le BCI est donc extrêmement important.

46. M. Hillel estime qu'il y a lieu de s'inquiéter de la nette augmentation du budget d'administration du PNUD, qui a atteint 20 p. 100 des dépenses totales en 1971 et qu'on s'attend à voir doubler d'ici à 1976. Cela étant, il est hostile à toute nouvelle réorganisation du siège du PNUD.

47. M. HEMANS (Royaume-Uni), constatant que sept secteurs sont maintenant considérés comme essentiels aux termes des neuvième et dixième alinéas du préambule, estime qu'il existe encore d'autres secteurs tout aussi importants et que, par conséquent, il faudrait tous les mentionner, ce qui, certes, ne rimerait à rien. En revanche, si on ne mentionne que quelques secteurs, le projet de résolution est déséquilibré. M. Hemans estime que cette absurdité est due au neuvième alinéa initial du préambule car, si on n'y avait pas trop souligné l'importance du secteur industriel, certains représentants n'auraient pas éprouvé le besoin de demander que soient mentionnés d'autres secteurs. En conséquence, pour que le onzième alinéa du préambule ait tout son sens, les neuvième et dixième alinéas devraient être supprimés. M. Hemans fait observer par ailleurs que le mot "artisanal" n'existe pas en anglais.

48. Il aimerait d'autre part que les auteurs lui expliquent la modification qu'ils ont apportée au texte du paragraphe 3 du dispositif car la formulation adoptée lui paraît sans objet.

49. M. RUTTEN (Pays-Bas) précise que sa délégation n'avait nullement l'intention de modifier le consensus en proposant la suppression du paragraphe 5 du dispositif. Elle est disposée à retirer cet amendement. Toutefois, si la proposition contenue dans ce paragraphe est effectivement présentée lors de la prochaine session du Conseil d'administration du PNUD, la délégation néerlandaise s'y opposera. Par ailleurs, il fait observer que le "toute" a été omis devant "procédure".

50. M. Rutten croit comprendre que l'amendement proposé oralement par le représentant de l'Égypte a été accepté par les auteurs. Il n'a aucune objection de principe contre cet amendement, mais il pense qu'il est difficile de prendre une décision de cette importance sans avoir étudié la question plus avant. En effet, le texte proposé par le représentant de l'Égypte est légèrement différent du texte correspondant du consensus. Celui-ci ne comporte pas la notion d'importantes ressources correspondant aux chiffres indicatifs de planification déjà engagés pour des projets en cours. M. Rutten appelle l'attention sur le fait qu'il est très difficile de modifier les chiffres indicatifs de planification,

d'une part dans la mesure où l'on ne peut en augmenter un sans diminuer ceux des autres pays, d'autre part parce qu'on ne peut tenir compte de tous les critères, certains de ceux-ci ne s'appliquant qu'à un nombre très restreint de pays. La délégation néerlandaise pourrait à la rigueur accepter cet amendement s'il était reformulé de façon à se lire "... d'envisager ... les possibilités de ..." au lieu de "... d'étudier ... les moyens de ...".

51. M. MALIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), se référant au paragraphe 5 du dispositif dont le représentant des Pays-Bas a proposé la suppression, estime que la suite de l'examen des questions de réorganisation du PNUD ne devra pas affecter les procédures qui sont déjà déterminées par le consensus. Celui-ci constitue une base ferme et solide et, en tant que tel, il devrait continuer à servir à l'examen de toute question de réorganisation qui n'a pas encore été résolue. C'est dans cet esprit que la délégation soviétique comprend le paragraphe 5. Elle se réserve le droit de faire des observations à cet égard au Conseil d'administration lorsqu'il abordera la question du statut unique. Si le Conseil d'administration prend des décisions tendant à réviser celles qui ont déjà été prises aux termes du consensus, la délégation soviétique s'y opposera.

52. M. VERCELES (Philippines) partage l'opinion du représentant des Pays-Bas au sujet de l'amendement proposé oralement par le représentant de l'Égypte. Il importe en effet de déterminer les conséquences de cette proposition, car une modification des chiffres indicatifs de planification entraînerait de graves difficultés pour les pays en voie de développement, en particulier ceux qui ont déjà entrepris d'établir leur programme par pays. A cet égard, le représentant des Philippines rappelle que sa délégation a voté pour le paragraphe 71, h, du rapport de la onzième session du Conseil d'administration et que, de même que le paragraphe 84 du rapport de la douzième session, ce paragraphe est rappelé au huitième alinéa du préambule. Par conséquent, il prie instamment le représentant de l'Égypte de ne pas revenir sur ce qui a déjà été décidé.

53. M. BUTLER (Australie) déclare que, jusqu'à présent, sa délégation était d'avis qu'elle ne pouvait mieux faire preuve d'esprit de coopération qu'en s'abstenant de prendre la parole sur cette question, car elle a des doutes fondamentaux au sujet du projet de résolution et elle trouve difficile de proposer des amendements dans la mesure où ce projet de résolution n'est qu'une suite de truismes et de vérités générales. En outre, ledit projet n'offre aucune possibilité de modifier de façon constructive le système des Nations Unies pour le développement. Le représentant de l'Australie tient à exprimer la préoccupation que lui cause la tendance à adopter des projets de résolution qui, selon toute vraisemblance, ne pourront rien changer à la situation qu'ils sont censés régler. Cette tendance affaiblit l'Organisation et elle se traduit par une perte de temps. Le consensus adopté par le Conseil d'administration du PNUD constitue la base du système des Nations Unies pour le développement, et l'administration du PNUD reste suffisamment à la disposition des Membres de l'Organisation pour qu'ils puissent orienter les activités du programme. Or le projet de résolution à l'examen tend à atténuer la valeur du consensus. Il ne pourra être adopté à l'unanimité,

comme le demande le représentant du Brésil, car les auteurs ne se sont guère montrés disposés à accepter les amendements, en particulier ceux qu'a proposés la délégation du Royaume-Uni. La délégation australienne estime elle aussi que les neuvième et dixième alinéas du préambule devraient être supprimés. Les vues exprimées au onzième alinéa sont justes, mais ensemble les trois alinéas n'ont aucun sens. Elle approuve également les propositions tendant à supprimer les paragraphes 5 et 6 du dispositif. Ce projet de résolution ne pourra obtenir l'unanimité si les auteurs ne font pas davantage preuve d'esprit de coopération.

54. M. BRITO (Brésil) est d'avis que l'objection formulée au sujet du dixième alinéa du préambule a trait en fait au neuvième alinéa qui mentionne le développement industriel comme l'un des aspects essentiels du développement. Ce secteur revêt une importance essentielle et il n'y a donc pas de contradiction entre cet alinéa et le onzième. Se référant au paragraphe 3 du dispositif, M. Brito fait observer au représentant du Royaume-Uni que le lien existant entre les commissions économiques régionales et le BESNUB, d'une part, et la programmation par pays, d'autre part, est parfaitement clair. S'adressant au représentant de l'Union soviétique, il précise que les auteurs n'ont nullement l'intention de réviser le consensus mais qu'ils s'efforcent seulement de faire que le PNUD demeure souple et puisse évoluer avec le temps. D'ailleurs, le consensus n'interdit pas d'envisager une évolution et les auteurs demandent simplement qu'il y soit donné suite de façon constructive. Quant aux observations du représentant de l'Australie, si le projet

de résolution est un ensemble de truismes, M. Brito ne voit pas pourquoi ce représentant y est opposé.

55. M. GOBBA (Egypte) remercie les auteurs de l'accueil qu'ils ont réservé à son amendement oral. S'il l'a proposé, c'est précisément qu'il songeait à la nécessité de se conformer très strictement aux dispositions du consensus ainsi qu'aux décisions pertinentes prises par le Conseil d'administration à ses onzième et douzième sessions. M. Gobba n'a aucune objection quant à la modification proposée par le représentant des Pays-Bas au sujet de son amendement oral. Celui-ci est conforme au paragraphe 84 du rapport de la douzième session du Conseil d'administration. Contrairement aux craintes exprimées par les représentants des Pays-Bas et des Philippines, la délégation égyptienne n'a nullement l'intention de créer des difficultés aux pays en voie de développement. Elle s'est bornée à formuler une proposition et elle espère que le Conseil d'administration l'examinera à sa quatorzième session. Elle rappelle que les chiffres indicatifs de planification n'ont pas valeur d'engagements; de plus, s'ils doivent être révisés, ils le seront dans le sens d'une augmentation et non d'une diminution. A cet égard, l'Egypte partage les vues et les aspirations des pays en voie de développement ainsi que celles des Pays-Bas en ce qui concerne l'augmentation des ressources du PNUD; l'amendement qu'elle a proposé ne tend nullement à modifier les chiffres indicatifs de planification servant actuellement de base à la programmation par pays.

La séance est levée à 13 h 5.